



Avril 2009

# Un siècle de lutte contre la faim dans le monde

## *Alertes, révoltes, désillusions et doutes*

Jean-Claude Flamant, Président de la Mission Agrobiosciences

Édité par la Mission Agrobiosciences  
[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

La Mission Agrobiosciences est un centre de débats publics. Elle est financée par la Région Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans le cadre d'un contrat quadriennal Enfa-DGER-Région. Retrouvez nos autres publications sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences : [www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

**Contact :**

Mission Agrobiosciences  
ENFA BP 72638  
31 326 Castanet Tolosan.  
Tél : 05 62 88 14 50



## Un siècle de lutte contre la faim dans le monde

### *Alertes, révoltes, désillusions et doutes*

---

« Aucune de ces solutions n'a pu résoudre, ne serait-ce qu'en partie, le problème de la faim, comme le prouve amplement la crise d'aujourd'hui. Le seul point sur lequel tout le monde semble d'accord, c'est que cette crise est probablement en train de s'aggraver ». Une analyse récente pour la situation d'aujourd'hui ? Non ! Elle a été formulée il y a plus de trente ans, par **Susan George** en introduction de son livre emblématique : « *Comment meurt l'autre moitié du monde* »<sup>1</sup>. C'était au lendemain de la Conférence Mondiale de l'Alimentation, tenue à Rome en 1974 !

Alors rien n'aurait changé depuis ? L'impuissance dominerait toujours face à la persistance et à l'ampleur de la faim dans le monde ? Questions évidemment embarrassantes puisqu'à l'évidence ces mêmes phrases auraient toute leur place aujourd'hui.

Finalement, quand exactement l'importance de ce problème à l'échelle mondiale a-t-elle émergé dans la conscience des nations et de leurs dirigeants ? Quelles ont été les étapes dans la quête de leviers d'actions ? Et qu'en est-il finalement aujourd'hui ? Permanence d'un état préoccupant, évolutions des conceptions pour le régler sans succès depuis un siècle... La relecture de quelques ouvrages de ces cinquante dernières années apporte des éléments de réponses.

---

<sup>1</sup> Susan George, 1976 – « *Comment meurt l'autre moitié du monde* », Robert Laffont

## Les années de l'inquiétude (Rome et Genève, 1905-1939)

« *Unis contre la faim* ». C'est le titre de l'ouvrage édité par la FAO en 1955 pour célébrer le dixième anniversaire de sa création, avec en sous-titre : « *Dix ans de coopération internationale pour libérer le monde du besoin* ». Il s'agit certes d'une publication « officielle », en justification de l'institution. Mais sa lecture, plus d'un demi-siècle après, présente l'intérêt de mettre en perspective les arguments qui ont justifié la fondation de cette organisation internationale, ainsi que les débats concernant la conception de ses fonctions.

Son auteur est l'économiste **Paul Lamartine Yates**. Il a participé aux origines de la FAO jusqu'au déplacement de celle-ci de Québec à Rome en 1951. Yates fait remonter à la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, en Europe, les premières initiatives ayant pour objet de confronter au niveau international les analyses et les recherches de solutions pour améliorer les productions agricoles. Elles mettent l'accent sur le rôle de la science en appui à l'accroissement de la productivité des races animales et des variétés végétales : c'est ainsi que se tient à Hambourg, en 1864, le premier Congrès International des Sciences Vétérinaires. Mais c'est surtout, la crise du blé - et plus généralement de l'agriculture - de 1880 à 1890, qui semble avoir motivé la création de l'Institut International d'Agriculture, ancêtre de la FAO. Son inspirateur est un américain, David Lubin<sup>2</sup>. Par son dynamisme, il cherche à convaincre les dirigeants politiques de son époque qu'une mobilisation internationale sur la question agricole est indispensable. Il parvient à ses fins en emportant l'adhésion du Roi d'Italie, Victor Emmanuel III. En 1905, l'Institut International d'Agriculture s'installe à Rome.

Trente ans plus tard, alors le monde se débat dans la crise économique déclenchée en 1929 aux USA, la Société des Nations (SDN), à Genève, publie en 1937 un Rapport sur « *L'alimentation dans ses rapports avec l'hygiène, l'agriculture et la politique économique* ». Avec le recul, Yates signale sa première singularité : l'accent mis sur les problèmes de la malnutrition des populations des pays industrialisés, tandis qu'une faible attention est accordée aux problèmes des autres pays (Asie et Afrique)<sup>3</sup>. Une première enquête a révélé le caractère désastreux et jusqu'alors insoupçonné de la situation sanitaire des pays européens, au grand émoi de leurs dirigeants. D'où la priorité à des préconisations « *hygiénistes* » avec des messages de nature nutritionnelle en direction des consommateurs : donner de l'importance aux aliments dits « *de protection* »<sup>4</sup>. Cependant, ces préoccupations ne sont pas sans arrière-pensées, commente Yates : ce rapport tombe à pic pour les producteurs de matières premières agricoles, tout particulièrement ceux des Etats-Unis alors ruinés. Ils vont trouver des débouchés pour leurs excédents sous couvert d'assurer de meilleures conditions d'alimentation, d'où l'ambiguïté entre aide alimentaire aux populations en difficulté et soutien aux producteurs des pays industrialisés, ambiguïté que l'on va retrouver au cours des décennies suivantes.

---

<sup>2</sup> David Lubin, né dans une famille d'origine juive polonaise, émigrée aux Etats-Unis, fait fortune à Los Angeles dans le commerce. Il investit une partie de sa fortune dans l'agriculture. Son projet : créer une chambre mondiale d'agriculture

<sup>3</sup> En fait, les membres de la Commission internationale qui a élaboré le document sont tous originaires des pays d'Amérique du Nord et d'Europe, à l'exception d'un Argentin.

<sup>4</sup> Dans ce même état d'esprit, en 1904, création à Paris en France de l'Institut d'Hygiène Alimentaire

Deuxième singularité pour l'époque, un rôle nouveau est demandé aux Gouvernements, en rupture complète avec la logique du libre-échange qui avait prévalu depuis la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, tout particulièrement pour les produits agricoles. Ce « *dirigisme d'Etat* » fait appel à des interventions publiques sur les marchés agricoles, sous couvert que ce qui est en cause n'est pas le commerce de biens mais bel et bien « *la santé et le bien-être des populations* ». Toutefois, pour Yates, les modalités et les instruments de cette nouvelle politique sont encore incertains<sup>5</sup>. Par ailleurs, celle-ci est mise en place sans considération pour l'accroissement du nombre de bouches à nourrir dans le monde. Yates explique : à cette époque, les néo-malthusiens sont encore muets et les instruments de la statistique démographique encore balbutiants. La situation des pays que l'on appellera plus tard « pays en voie de développement », puis « pays en développement », est hors des limites de l'épure. Les termes de l'analyse de 1937 apparaissent donc décalés avec ce qui va prévaloir à partir de 1945.

Alors, que peut-on mettre alors au crédit de l'Institut International d'Agriculture et des Commissions de la SDN ? Yates répond : l'apprentissage de la coopération entre les Gouvernements à l'échelle mondiale, un acquis dont la valeur va se révéler au cours de la période suivante.

## **Les années de débat (1943-1955)**

Au cours de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, la main de la gouvernance du Monde passe de l'Europe aux USA. En 1943, le Président Roosevelt décide de convoquer une Conférence sur l'Alimentation et l'Agriculture. Elle réunit à Hot Springs, en Virginie, des représentants de 44 pays dont 27 sont qualifiés d'« insuffisamment développés ».

C'est à Hot Springs qu'est mis en chantier l'Acte constitutif d'une organisation internationale consacrée à l'agriculture et à l'alimentation. La FAO (Food and Agriculture Organisation) naît en octobre 1945 à Québec, au croisement de deux influences convergentes selon Yates : « *D'une part, l'esprit de réforme des hommes de Genève pour rapprocher les objectifs des producteurs avec les préoccupations des consommateurs, d'autre part la foi des Américains dans les possibilités de la technique moderne* ». Ainsi, commente-t-il, les sciences agronomiques vont « *fournir aux nutritionnistes les moyens de leurs objectifs* ». La FAO assume l'héritage de l'Institut International d'Agriculture de Rome en matière de collecte et de traitement des informations statistiques sur l'état et l'évolution de l'agriculture pays par pays, auquel s'ajoute la mission d'engager des actions dynamiques. Mais selon quels axes ? Là encore, l'ouvrage de Yates rend compte des débats qui interviennent au cours des années 45 – 48 sur des questions toujours d'actualité aujourd'hui.

Le premier directeur général de la FAO, Sir John Orr, que Yates présente comme préoccupé par les problèmes économiques et financiers du commerce international, considère que la fonction d'agence d'information sur la situation de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde, et celle d'expertise pour engager des actions d'assistance, de reconstruction et de développement, ne peuvent pas être les seules pour le nouvel organisme international. Il affirme le besoin d'une capacité d'intervention sur le marché des produits agricoles. Dès

---

<sup>5</sup> En France, à la même époque, création de l'Office du Blé par le Gouvernement du Front Populaire.

1946, il propose donc un programme d'action, très ambitieux, en trois points : (1) la constitution de stocks de céréales destinés à stabiliser les prix mondiaux (dits « *stocks tampons keynésiens* »), mais aussi (2) des réserves internationales à des fins d'interventions alimentaires d'urgence, et enfin (3) des crédits pour préparer l'avenir par le financement de programmes de développement. En fait, l'accord sur un tel programme, de nature supranationale et à forte dimension économique, se révèle impossible à admettre par les Gouvernements : ceux-ci n'acceptent pas le principe d'un organisme international qui « *aurait dû acheter, entreposer, vendre contre paiements en devises très diverses, des quantités de produits suffisantes pour corriger de manière sensible les situations de pénuries ou d'excédents* »<sup>6</sup>. En 1949, ils repoussent définitivement le principe d'une FAO intervenant dans le domaine économique et commercial, pour limiter celle-ci à l'information sur l'agriculture et l'alimentation tout en lui enjoignant de développer une nouvelle fonction qui va prendre une importance croissante au cours des décennies suivantes, « *l'assistance technique* ».

Le contexte politique international explique ces arbitrages : les Etats-Unis ont décidé la création de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1946)<sup>7</sup>, puis ont engagé, dans le cadre d'accords bilatéraux, le Plan Marshall (1947) d'aide à la reconstruction des pays européens dévastés par la guerre, avec un volet agricole qui se traduit par la diffusion, notamment en France, des technologies américaines – tracteurs et maïs hybrides. En toile de fond, il faut aussi rappeler l'échec de la Charte de La Havane (1948) où aurait pu être créé un panel de monnaies de référence, échec qui consacre la domination du dollar américain pour les échanges internationaux. Ainsi s'installe au niveau mondial l'hégémonie des USA, celle d'un pays qui a remporté la guerre, qui a retrouvé la prospérité économique, dont la monnaie s'impose sur les échanges internationaux et dont la production agricole est largement excédentaire. Tandis que la FAO est définitivement placée, pour les aspects économiques et commerciaux de l'agriculture et de l'alimentation, sous la dépendance des choix des organismes internationaux en charge de ces fonctions, notamment la Banque Mondiale.

Il se fait jour très rapidement que le défi majeur auquel va être confronté le monde n'est pas celui des insuffisances alimentaires et nutritionnelles des pays industrialisés, mais la satisfaction quantitative des besoins d'une population en croissance, avec un diagnostic de pénurie chronique et non pas d'excédents. Le virage est très significatif. Ainsi, la question démographique arrive sur la scène mondiale avec pour la première fois deux thèses clairement exprimées en 1952 par le directeur général de la FAO, Norris Dodd. D'un côté, la montée du néo-malthusianisme : la population mondiale est bien trop élevée et des mesures doivent être prises pour diminuer la natalité. De l'autre, la confiance dans la science et le progrès technologique : ceux-ci vont permettre de faire face aux besoins alimentaires d'une humanité de plus en plus nombreuse. Deux positions qui vont être régulièrement défendues et illustrées au cours des décennies suivantes jusqu'à nos jours.

---

<sup>6</sup> Paul Lamartine Yates, 1955 : « *Unis contre la faim* », FAO Edit., page 68

<sup>7</sup> Plus tard appelée « Banque Mondiale »

Cette époque de l'après-guerre est marquée par des évolutions majeures : d'une part, le mouvement politique des indépendances, avec le démantèlement des empires coloniaux des pays européens, qui donne du poids à de nouvelles voix dans les instances internationales, modifiant les termes de l'expertise sur l'agriculture et l'alimentation ; d'autre part l'incidence des politiques de santé qui se traduit dans ces pays par un abaissement spectaculaire de la mortalité infantile sans qu'aient été envisagées ses conséquences sur les besoins alimentaires futurs, encore moins ses incidences sociales. En 1955, date de la publication de l'ouvrage de Yates, la FAO réunit 71 pays dont 40 sont encore qualifiés d'« *insuffisamment développés* ». Ce qui explique l'arrivée sur la scène mondiale de la problématique de la faim avec les premières projections alarmistes sur la démographie mondiale : la population serait passée de 694 millions d'habitants dans le monde en 1750, à 1 094 millions en 1850, puis 2 454 millions en 1950 selon la Conférence mondiale sur la population (Rome, 1954), avec une projection de 3,150 milliards en 1970, soit trois fois plus qu'en 1850. Nourrir une population mondiale inexorablement croissante, tel est donc le nouveau défi.

## Les années de révoltes (1955-1975)

L'indépendance de l'Inde, du Pakistan et de l'Indonésie, la révolution communiste Chinoise, la Guerre Froide, l'hégémonie économique et politique des Etats-Unis au sein du « *monde libre* »... Les années 45-50 annoncent un basculement du monde. Au cours de la décennie suivante, la décolonisation gagne l'ensemble de l'Afrique. C'est avec cette toile de fond que la géopolitique s'implique largement dans les questions agricoles et alimentaires comme en témoigne en 1952 l'ouvrage de **Josué de Castro**<sup>8</sup>.

Professeur à l'Institut National Agronomique à Paris, **René Dumont** porte alors un regard critique sur la situation de l'agriculture et des paysanneries dans les pays du Tiers Monde, des pays que l'on va nommer de manière sympathique les « *jeunes nations* »<sup>9</sup>. La succession de ses ouvrages, à la fois militants et documentés, débute par la publication en 1961 de « *Terres vivantes – Voyages d'un agronome autour du monde* »<sup>10</sup>. Puis ses analyses se concentrent sur les pays africains nouvellement indépendants par un ouvrage dont le titre va marquer les esprits pour longtemps : « *L'Afrique Noire est mal partie* »<sup>11</sup>. Ses critiques sont sans indulgence sur les situations qu'il découvre d'un continent à l'autre. Peu de situations échappent à l'acuité sévère de son diagnostic. Il désigne à la fois les dérives de la planification bureaucratique, la main mise d'une classe privilégiée de propriétaires terriens, la coupure de la réalité paysanne de la part des élites formées en France... Un leitmotiv, l'urgence de la réforme agraire afin d'attribuer la terre à ceux qui la cultivent et de leur permettre d'échapper au métayage et aux taux usuraires... Il prône le développement des productions qui assurent un approvisionnement alimentaire local plutôt que les exportations, et vante aussi les mérites de la « *révolution fourragère* » dont il a été le pionnier en France. Tout bien pesé, ses préférences vont aux choix effectués par la Chine, le Viêt-Nam, Cuba, qu'il estime alors positifs : ils reçoivent une note au-dessus de la moyenne, même si elle est accompagnée parfois de la mention « *peut mieux faire* ». Une attention particulière

<sup>8</sup> Josué de Castro - « *Géopolitique de la Faim* », Economie et Humanisme, 1952

<sup>9</sup> François Perroux – « *L'économie des jeunes nations* », Presses Universitaires de France, 1962

<sup>10</sup> René Dumont, 1961 : « *Terres vivantes – Voyages d'un agronome autour du monde* », Plon, collection « *Terre Humaine* »

<sup>11</sup> René Dumont, 1962 : « *L'Afrique noire est mal partie* », Seuil, collection Esprit « *Frontière Ouverte* »



aussi pour l'expérience « humaniste » d'Israël avec ses kibboutz et ses mochav. J'ai un souvenir toujours très vif de ses conférences hebdomadaires à l'Agro, et je ne suis pas le seul dans ce cas parmi la génération d'étudiants des années 60 à 80. Ce que nous en retenions : des plaidoyers vigoureux émaillés d'anecdotes et de témoignages personnels, ses commentaires de « visites sur le terrain » aux quatre coins du monde qui avait faim, mais aussi ses familiarités avec quelques « grands » dont il nous rendait compte comme en confidence : « *J'ai dit au camarade Fidel Castro, le mois dernier...* », « *Notre collègue agronome Nikita Khrouchtchev n'a pas encore compris...* ». Une approche humaine et un ton d'une autre nature que les énoncés normatifs des autres cours. Finalement, un appel à notre responsabilité de futurs agronomes placés ainsi de plain-pied avec les défis nouveaux de l'humanité, en rapport direct avec l'actualité des gouvernants du monde...

Mais bientôt, rien ne s'améliorant suffisamment vite à ses yeux, René Dumont dénonce le caractère tragique des évolutions. De manière délibérée, quoiqu'il s'en défende dans un premier temps, il adopte une position « néo-malthusienne », non sans continuer à critiquer les efforts insuffisants dans la maîtrise des techniques de production et à dénoncer la corruption des classes dirigeantes. Son alerte se fait de plus en plus pressante, avec en 1966 : « *Nous allons à la famine* »<sup>12</sup>. De graves crises menacent le monde dont il donne même l'échéance : ce sera au cours des années 80. Face à ces dangers et à cette urgence, l'alternative est claire : « *L'utopie ou la mort !* »<sup>13</sup>. C'est ce qu'il proclame en 1973.

Ce qui ne pouvait être mis en cause, c'est la sincérité de sa révolte : « *Je n'ai cessé d'être révolté* »<sup>14</sup> rappelle-t-il, en se plaçant aux côtés des populations menacées, car « *les révoltes sont devenues inévitables en pays dominés* »<sup>15</sup>. Après sa candidature à l'élection présidentielle en 1974, il radicalise son message. Dans un nouvel ouvrage, « *La croissance... de la famine !* »<sup>16</sup>, il brandit le spectre de l'aggravation des famines qui ont sévi dans plusieurs pays tropicaux au cours des premières années de la décennie 70, conjuguées à un refroidissement des conditions météorologiques de l'hémisphère nord en 1972-73 qui pourrait selon lui préfigurer un changement climatique<sup>17</sup>. Il considère comme « *un péril mortel* » et « *une monstrueuse folie* » les 12 milliards d'habitants annoncés pour 2050 par les Nations Unies. Il insiste sur ce qu'il considère comme « *le danger absolu le plus immédiat : la surpopulation* ». Son objectif : revenir à une « *population optimum du globe* ». Il évalue celle-ci à seulement 2 milliards. Et, dénonçant « *l'imprévoyance nataliste* », il va même jusqu'à juger que « *fournir à ces pays, qui se refusent à tout effort en matière de réduction de la natalité, les moyens de faire survivre tous les enfants susceptibles de naître dans les dix prochaines années, serait finalement menacer gravement les générations de demain* »<sup>18</sup>.

Alors quelles issues ? René Dumont est agronome avant d'être économiste et de devenir écologiste militant : c'est à ce titre qu'il explore les risques encourus par l'agriculture et l'alimentation dans les différentes régions du monde maintes fois visitées. Il en passe à nouveau en revue les faiblesses et les insuffisances. Tournant dans son argumentaire, ce que

<sup>12</sup> René Dumont et Bernard Rosier, 1966 : « *Nous allons à la famine* », Le Seuil

<sup>13</sup> René Dumont, 1973 : « *L'utopie ou la mort* », Le Seuil, L'Histoire Immédiate

<sup>14</sup> ibid, première phrase en introduction de « *L'utopie ou la mort* », page 9

<sup>15</sup> ibid, page 81

<sup>16</sup> René Dumont, 1975 : « *La croissance... de la famine* », Le Seuil Points (réédition 1980)

<sup>17</sup> ibid, page 16

<sup>18</sup> Ibid, même passage

pourrait être « *Une agriculture repensée* ». Il défend avec un accent nouveau la nécessaire gestion économe des ressources naturelles – sols, eau, phosphates, énergie. Et il revient comme un leitmotiv sur ce qui a toujours été sa conviction : il faut donner le pouvoir aux paysannes des campagnes du Tiers Monde sur les oligarchies des villes. Non, les courbes de croissance de la production alimentaire ne rejoindront jamais celles de la croissance démographique, sauf si l'on donne le pouvoir à ceux qui produisent. De ce point de vue, il est toujours persuadé des vertus du modèle chinois.

Autre auteur emblématique de cette époque, la politologue **Susan George**, citée en ouverture du présent texte, adopte une autre posture même si certaines de ses analyses convergent avec celles de René Dumont. Tout d'abord, en rejetant les résolutions finales des conférences internationales, elle se déclare également en révolte... comme lui. Celle qui deviendra plus tard présidente du mouvement ATTAC assume des positions qu'elle-même qualifie de « *radicales* ». En préalable, elle règle son compte à la question démographique que ciblait René Dumont : ce n'est pas un problème affirme-t-elle, c'est « *un leurre* » ! Ensuite, elle rejette les solutions techniques préconisées dans les instances internationales au motif que non seulement elles sont inadaptées, mais qu'elles profitent d'abord aux intérêts économiques des pays développés, et sont même socialement destructrices pour les pays concernés. Elle fait le constat que les politiques d'« *assistance technique* » aux agricultures des pays pauvres ont d'abord pour effet de créer des marchés pour les produits industriels des pays développés. Ainsi, les blés « mexicains » du CIMMYT<sup>19</sup>, explique-t-elle, qui se répandent en Inde et autres pays, ont certes pour effet de permettre une production plus élevée en céréales mais leur mise en culture permet aussi d'ouvrir les marchés de ces pays aux industriels des engrais, pesticides, semences sélectionnées, machines agricoles, etc. qui ne peuvent être produits sur place faute d'une conception globale du développement. Et, pour faire bonne mesure, elle dénonce la collusion culturelle entre les experts des pays développés et les élites « occidentalisées » des pays en voie de développement. René Dumont admet d'ailleurs son malaise lorsqu'il rencontre dans les ministères des gouvernements africains quelques uns de ses anciens élèves qui se réfèrent au modèle français dans lequel ils ont été formés. « *Que peuvent-ils faire ?* » demande Susan George à propos des « *pays dominés* ». Elle répond par un appel à leurs dirigeants politiques pour qu'ils fassent le choix volontaire de se passer de l'aide internationale mentionnée dans la résolution de la Conférence de 1974, cette aide ayant pour résultat premier, selon elle, d'accroître leur dépendance, et qu'ils s'engagent vers la satisfaction de leurs besoins alimentaires de manière autonome en mettant en œuvre une politique délibérément favorable aux paysans et à leurs productions.

## **Les années de désillusions (1975-2005)**

La première Conférence mondiale sur l'alimentation se tient en 1974 au cours d'une période particulière qu'il faut rappeler : le 1<sup>er</sup> choc « pétrolier » suite à la guerre du Kippour de 1973, une crise monétaire qui va aboutir à l'adoption de changes flottants, des récoltes mondiales mauvaises au cours de deux ou trois années successives où l'on arrive à craindre un refroidissement durable de la planète, et enfin des famines qui ravagent plusieurs pays d'Afrique et d'Asie (voir René Dumont).

---

<sup>19</sup> CIMMYT : Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo (Centre international d'amélioration du maïs et du blé)



Ses participants adoptent une « *Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition* ». Élimination définitive, rien moins que ça ! Surprise, les préconisations adoptées par la Conférence, que rejette Susan George<sup>20</sup>, ne sont pas sans rapport avec certains aspects du programme d'action proposé par le premier directeur général de la FAO, Sir John Orr, celui qui avait été rejeté vingt ans auparavant. On y retrouve par exemple la mise en place d'un « *système de sécurité alimentaire mondial* » combinant des « *réserves d'urgence et des stocks régulateurs destinés à empêcher les sauts de prix extrêmes sur le marché mondial* ». Ce système s'appuierait sur « *la constitution de stocks alimentaires nationaux qui seraient coordonnés par une instance internationale* » ce qui supposerait des mécanismes de financement avec « *la fixation de prix plafond / plancher qui déclencheraient automatiquement leur mise en jeu* » : son principe est adopté par 68 pays, mais les États-Unis s'y opposent rapporte Susan George<sup>21</sup>. Dans ce programme aussi la création d'un « *système mondial d'information alimentaire* » qui permettrait d'anticiper la survenue des crises alimentaires locales et d'agir en connaissance de cause. Ou encore, un Fonds international de développement agricole (FIDA), avec une forte participation des pays de l'OPEP qui viennent alors de se doter de ressources accrues grâce au quadruplement du prix du pétrole qu'ils ont décidé... Seule disposition qui pourrait être efficace selon Susan George. Tout est déjà là et... rien ne va bouger<sup>22</sup> !

Depuis la 1<sup>ère</sup> Conférence Mondiale sur l'Alimentation, du 13 au 17 novembre 1974, celle qui motive la « révolte » de Susan George, trois autres Sommets Mondiaux vont être réunis à Rome. Le 2<sup>ème</sup> se tient vingt après, en 1996, symboliquement aux mêmes dates qu'en 1974, du 13 au 17 novembre. Le constat est fait de l'inefficacité des dispositions adoptées à l'issue de la Première Conférence qui promettait « *l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition* » en dix ans - Susan George avait donc raison, hélas, de ne pas y croire. La résolution finale adoptée en 1996 propose l'objectif plus modeste de réduire d'ici 2015 le nombre d'habitants de la planète en état de sous-alimentation de 800 à 400 millions. Or, le 3<sup>ème</sup> Sommet, convoqué du 10 au 13 juin 2002 pour effectuer le suivi des décisions du Sommet de 1996, fait à nouveau le constat qu'aucun progrès n'a été réalisé : le nombre de personnes sous-alimentées n'a pas baissé et reste aux alentours de 800 millions.

Le bilan est-il pour autant totalement négatif ? Pour cette évaluation, il faut d'abord pointer que les famines catastrophiques promises par René Dumont pour les années 80 ne se sont pas produites, bien que la population mondiale ait poursuivi sa croissance. Il y a même des signes de ralentissement qui vont conduire à ramener les prévisions à l'horizon 2050 de 10-12 milliards à 9 milliards. En fait, la production agricole, globalement, a réalisé une progression légèrement supérieure à l'augmentation de la population au cours des années 80 et 90. Il n'y a pas de quoi triompher. Mais le nombre de personnes sous-alimentées s'est toujours maintenu aux alentours de 800 millions quelle que soit la population mondiale totale souligne **Bruno Parmentier**<sup>23</sup>. Les courbes indiquent l'augmentation continue du nombre d'habitants nourris de façon « satisfaisante », et ceci dans des proportions considérables sur deux siècles. Ainsi jamais les agriculteurs de notre terre n'ont satisfait les besoins alimentaires d'autant de bouches. Et ils peuvent faire plus et mieux ! C'est le plaidoyer passionné

<sup>20</sup> Susan George (1976), op. cité, pages 320 à 322

<sup>21</sup> Ibid, page 321

<sup>22</sup> En fait le FIDA va se mettre en place à partir de 1978 et est toujours fonctionnel en 2009

<sup>23</sup> Bruno Parmentier, 2007 : « *Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIème siècle* », La Découverte

qu'exprime **Louis Malassis** : « *Ils vous nourriront tous les paysans du monde si...* »<sup>24</sup>. Et il appelle à des actions massives de formation et d'organisation en faveur des populations paysannes.

Depuis les siècles antérieurs, quand « *l'Europe souffrait de la disette tous les trois ans et de la famine tous les dix* »<sup>25</sup>, les progrès ont donc été spectaculaires et le potentiel est même probablement supérieur. Mais Susan George d'insister sur le facteur « *répartition* » : il ne suffit pas de produire quantitativement et globalement, il faut savoir faire circuler ces biens vers les populations qui sont dans le besoin. Mais à quelle échelle cette répartition doit-elle être conçue ? S'il s'agit de raisonner à l'échelle d'un pays ou d'une province, il faut privilégier les équipements de stockage et les infrastructures de transport et insister sur la régulation des rapports sociaux. Mais, s'il s'agit de l'échelle du monde, il faut alors prôner la libre circulation des biens et la libéralisation des marchés. Ce n'est pas évidemment ce qu'entend Susan George... Alors ?

## **L'ère du doute : des alertes d'un nouveau type**

Les révoltes de la faim... Elles ont été largement médiatisées, en 2008, à la veille du 4<sup>ème</sup> Sommet Mondial de la Faim. Elles illustrent que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde n'a toujours pas été réduit et elles sonnent même l'alarme de la dégradation de la situation avec 963 millions de personnes sous-alimentées selon les estimations de la FAO. Fait nouveau, sont touchées majoritairement les populations urbaines des pays en développement qui avaient bénéficié durant deux décennies des importations à bas prix des céréales provenant des pays industrialisés, et non les paysans, alors que c'est parmi ces derniers que l'on compte le plus grand nombre de familles déshéritées, voire oubliées des programmes de développement.

Les analyses de **Marcel Mazoyer et Laurence Roudart** sont tout particulièrement intéressantes à mobiliser pour comprendre comment on en arrive là. En conclusion de leur « *Histoire des agricultures du monde – Du Néolithique à la crise contemporaine* »<sup>26</sup>, ces auteurs démontrent que la baisse tendancielle des prix des matières premières agricoles permise dans les pays développés par la mise en œuvre d'une agriculture hautement motorisée, à base d'engrais, de pesticides et de semences sélectionnées, a marginalisé l'agriculture « orpheline » des pays en développement, rendant inévitable l'exode des populations rurales vers les villes. Et comme l'avait déjà souligné René Dumont, les révolutions se forgeant dans les villes - à l'exception du cas remarquable de la révolution maoïste, c'est vrai - les Gouvernements cherchent par tous les moyens à limiter les risques sociaux. A l'échelle mondiale, ce qui a prévalu, ce sont des aides de la Banque Mondiale au développement d'industries compétitives sur la base d'une main-d'œuvre bon marché, sécurisée en partie par un approvisionnement alimentaire à bas prix sur les marchés mondiaux, plutôt que l'appui à des programmes de développement agricole aux résultats jugés trop incertains à court terme. Or ces « *émeutes* » ont révélé la fragilité de ce modèle en touchant de plein fouet les consommateurs urbains, avec la hausse spectaculaire du prix des

<sup>24</sup> Louis Malassis, 2006 : « *Ils vous nourriront tous les paysans du monde, si...* », Editions Quae

<sup>25</sup> Susan George (1976), op. cité, page 25

<sup>26</sup> Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, 1997 : « *Histoire des Agricultures du Monde – Du Néolithique à la crise contemporaine* », Le Seuil.

céréales. Serait-ce une crise sans lendemain due à la conjonction improbable de facteurs d'origines et de natures différentes – conditions climatiques défavorables, diminution des stocks mondiaux et développement des cultures destinées aux biocarburants plutôt qu'à l'alimentation, spéculations sur les cours mondiaux en lien avec les spéculations sur les cours du pétrole, ou au contraire divers aspects d'un même mal ?

Des analyses récentes du problème de la faim dans le monde expriment une nouvelle inquiétude. Et celle-ci est profonde. Sera-t-il possible de continuer à produire avec le modèle technique antérieur, celui qui a assuré, quoiqu'on en dise, l'approvisionnement d'un nombre accru d'habitants ? Le projecteur est mis sur les ressources d'énergies fossiles qui vont vers l'épuisement et sur le changement climatique avec ses conséquences sur les disponibilités en eau essentielles pour l'agriculture... Remarque en passant... René Dumont fait partie de ceux qui s'étaient fait l'écho dès les années 80 de ces alertes qui quoique mal assurées, annonçaient l'épuisement des gisements de pétrole, mais aussi ceux de phosphates indispensables à la fertilité des sols agricoles, ainsi que l'accroissement du taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère dont l'augmentation au-delà d'un certain taux pourrait avoir des conséquences graves sur l'évolution du climat du globe.

**Michel Griffon**<sup>27</sup> puis **Bruno Parmentier**<sup>28</sup> apportent leurs éclairages sur la question de la faim dans le monde en mettant l'accent sur les ressources nécessaires à une plus grande productivité des activités agricoles, avec un doute sur la « durabilité » du modèle « engrais, pesticides, motorisation » déjà suspectées par Susan George et René Dumont. On retrouve, avec un nouvel argumentaire, les deux thèses déjà en présence en 1948 (voir ci-dessus), la thèse néo-malthusienne et la thèse du progrès technologique, éclairées cette fois par un nouveau problème, celui des limites des ressources naturelles. Avec la prise de conscience que nous vivons dans « *Un monde de ressources rares* »<sup>29</sup>, les néo-malthusiens trouvent maintenant des appuis dans les tenants de l'écologie profonde dont René Dumont s'était fait le relais en évoquant le principe d'une « *population optimale du monde* » (lire à ce propos Hans Jonas<sup>30</sup>). A ceci s'ajoute que la seule progression quantitative de la population n'est pas suffisante pour évaluer l'accroissement des besoins alimentaires pour le futur. En effet, comme le rapporte Bruno Parmentier, la progression économique des pays émergents (singulièrement Brésil, Inde, Chine) devrait se traduire par une évolution des habitudes de consommation qui pourrait donner plus de place aux protéines animales (viande et lait) et donc exiger plus de céréales. Ainsi, selon lui, la population mondiale n'augmentant que de 50% de 2010 à 2050, la demande alimentaire serait cependant doublée<sup>31</sup>. Autre versant du problème, la thèse des solutions nouvelles apportées par le progrès technologique trouve des défenseurs parmi ceux qui appellent à un renouvellement des approches agronomiques, avec une prise en considération des potentialités productives propres des sols, notamment leur activité microbiologique, qui avaient été niées dans la phase antérieure<sup>32</sup>. Un pari qui s'appuie aussi sur les avancées possibles des biotechnologies appliquées aux plantes, avec ou sans OGM.

<sup>27</sup> Michel Griffon – « *Nourrir la planète* », Odile Jacob, 2006

<sup>28</sup> Bruno Parmentier (2007), op. cité

<sup>29</sup> Le Cercle des économistes et Erik Orsenna – « *Un monde de ressources rares* », Perrin/Descartes & Cie, 2007

<sup>30</sup> Hans Jonas, 1990 : « *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique* », Editions du Cerf. Réédition Champs Essai

<sup>31</sup> Bruno Parmentier (2007), op. cité, page 29

<sup>32</sup> Michel Griffon (2006), op. cité

Et si tout le monde s'était trompé depuis cinquante ans ? Dans le registre du doute, sous le titre « *La faim, pourquoi ?* »<sup>33</sup>, l'agroéconomiste **François de Ravignan**, élève de René Dumont avec qui il a réalisé un « *Nouveau voyage au sein des campagnes françaises* »<sup>34</sup>, produit une analyse critique, lucide et troublante à la fois, des solutions qui ont été mises en avant jusqu'à présent, y compris celle plus récente de Michel Griffon. Il propose un changement complet de regard sur la faim dans le monde : non pas des recettes miracles pour juguler la faim, mais d'abord « *qui a faim* », avec une attention centrée sur les personnes et sur leurs capacités propres d'action, y compris dans les pays industrialisés. Sa posture consiste à mobiliser les termes d'une approche humaine du problème plutôt que l'approche quantitative qui a prévalu jusqu'alors. A cette lumière, il décortique soigneusement les solutions préconisées ou tentées, à savoir contrôle des naissances, aide alimentaire, libéralisation des marchés, accroissement de la productivité par la diffusion d'un « paquet technique », et même commerce équitable, et il argumente sans indulgence pourquoi chacune d'entre elles est insuffisante pour résoudre le problème. Entre autre, il démontre que les excédents agricoles des Etats-Unis et de l'Europe sont évidemment ridicules par rapport aux besoins du Tiers Monde. Quant à l'aide alimentaire, elle peut mettre de 31 à 44 semaines pour atteindre les bénéficiaires ! Bravo pour l'urgence ! Et d'en arriver à une remarque provocatrice : « *Il n'y a donc plus qu'à laisser tomber !* »<sup>35</sup>. Remarque paradoxalement stimulante parce que touchant le fond du problème. La faim dans le monde ne serait pas un phénomène résiduel que nos moyens techniques et notre gestion moderne de l'information et des flux permettraient de régler un jour ou l'autre. Non, elle serait structurelle, conséquence des principes selon lesquels notre monde fonctionne.

François de Ravignan recherche des issues à cette situation qui peut apparaître sans espoir. Et il interpelle les habitants des pays développés en leur proposant des voies pour « *Agir ici* », comme en prolongation de l'interrogation « *Que puis-je faire ?* », formulée par Susan George après « *Que peuvent-ils faire ?* ». Dans le dernier chapitre de son ouvrage, elle s'adressait ainsi à ses lecteurs : « *J'espère que vous n'êtes pas arrivé à cette page animé seulement de sentiments de rage ou de désespoir !* ». Ce n'est pas tant le slogan de souveraineté alimentaire qu'il faut mettre en avant, déclare François de Ravignan, mais faire en sorte que notre système n'empêche pas, de fait, les habitants des pays pauvres de se nourrir de ce que peuvent produire leurs paysans. Il appelle aussi à se méfier des idéologies, tout en mettant en doute l'intérêt d'actions volontaristes engagées sur le terrain sans réflexion sur les origines du mal. Il faut d'abord, dit-il, que chacun d'entre nous, préoccupé par le problème de la faim, se mette en état de remise en question de ses *a priori*, et ceci dans une « *recherche passionnée de vérité dans nos relations d'hommes* »<sup>36</sup>. Il insiste même : « *Car la faim n'est que le symptôme le plus accusé de notre déshumanisation* ». Un état d'esprit humaniste où il jalonne des pistes de réflexion qui méritent attention et lecture approfondies. Une d'entre elles rassemble toutes les autres : mettre dans le même « paquet » la faim dans les pays pauvres et la misère dans les pays riches, avec une même cause qu'il dénonce, ici et ailleurs, l'exclusion économique, jusqu'à affirmer avec force : « *Je n'hésite pas à dire qu'il n'y a pas de « problème de la faim » en soi, mais en revanche un énorme problème d'exclusion* »<sup>37</sup>. Cette exclusion est selon lui la conséquence du principe même de développement économique et de

<sup>33</sup> François de Ravignan – « *La faim, pourquoi ?* », La Découverte, 2009 (6ème édition)

<sup>34</sup> René Dumont et François de Ravignan – « *Nouveaux voyages dans les campagnes françaises* », Seuil, 1977

<sup>35</sup> François de Ravignan (2009), op. cité, page 82

<sup>36</sup> ibid, page 102

<sup>37</sup> ibid, page 105

compétition, d'où la critique qu'il formule envers le « développement durable » et l'intérêt qu'il accorde à la « décroissance ». Les grands projets montrent toujours selon lui leurs limites quantitatives, écologiques et humaines pour juguler la faim. Son choix se porte en conclusion vers un appui à « *l'agriculture paysanne* » par un accompagnement des paysans à leur capacité propre d'innovation. D'où son intérêt pour « *l'agroécologie, une démarche fondée sur la valorisation et la reconnaissance des savoirs locaux, ainsi que sur les pratiques des communautés agraires* ». <sup>38</sup>

Ainsi, les premiers débats portant sur la nécessité d'assurer les besoins nutritionnels des habitants des pays industrialisés et les préoccupations économiques des producteurs agricoles se sont déplacés vers d'autres termes... Débat entre les limites quantitatives de la production agricole et la croissance de la population mondiale au cours d'un siècle... Débat entre l'épuisement annoncé des ressources naturelles et les potentialités négligées de l'activité biologique des sols... Débat entre des remèdes politico-économiques pour le développement économique et des approches qui privilégient la dimension humaine...

---

**Pour aller plus loin :**

**Matthieu Calame**, 2008 : « *La tourmente alimentaire* », Editions Charles Léopold Mayer. Voir aussi la note de lecture de Jean-Claude Flamant, Mission Agrobiosciences. [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2514](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2514)

**Edgard Pisani**, 2008 : « *Une politique mondiale pour nourrir le monde* », Editions Springer (Prix Terra, 2009)

**Michel Griffon**, *Double interview pour une révolution doublement verte*, novembre 2006. [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1936](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1936)

**Michel Griffon**, *Evolution des échanges agricoles et alimentaires mondiaux : quels problèmes en perspective ?*, le cahier du café-débat de Marciac, septembre 2003 [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0911](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0911)

**François de Ravignan**, *Faut-il en finir avec le développement durable ?*, le cahier du café-débat de Marciac, mars 2005. [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1627](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1627)

**Jean-Louis Rastoin**, *Comment nourrir 9 milliards d'hommes en 2050 ?*, interview réalisée dans le cadre de "Ça ne mange pas de pain !", décembre 2006. [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2088](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2088)

**L'alimentation en bout de course : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux**, l'Intégrale de "Ça ne mange pas de pain !" d'avril 2008. Avec les contributions de **Lucien Bourgeois, Marcel Mazoyer et Steven L. Kaplan**. [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2493&var\\_recherche=mazoyer](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2493&var_recherche=mazoyer)

---

<sup>38</sup> Ibid, page 120